

<https://divergences.be/spip.php?article2730>



Noam Chomsky

Le déclin des États-Unis

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - NÂ° 29. Janvier 2012 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH360/dc-closed-ce568-29d5f.jpg>

Dans le numéro de l'été 2011 du Journal de l'*American Academy of Political Science* nous pouvons lire qu'il est « habituel » de dire que les États-Unis « sont sur le déclin, leur triste fin étant proche, alors qu'il y a encore quelques années ils pouvaient de l'avis général se pavaner de par le monde comme un colosse à la puissance incomparable et à l'ascendant indiscutable ». C'est effectivement un sujet habituel, une idée largement partagée, non sans raison. Une observation de la politique étrangère des États-Unis et de son influence dans le monde, ainsi que de la santé de son économie interne et de ses institutions, suggère en effet que ces commentaires sont justifiés. Le déclin a en fait commencé peu après la Deuxième Guerre mondiale, la puissance états-unienne étant alors à son sommet ; la belle rhétorique et le triomphalisme des années 1990 relevaient plutôt de l'auto-satisfaction. Au demeurant, le corollaire qui accompagne généralement ces commentaires à savoir « le pouvoir va se déplacer vers la Chine et l'Inde » est très douteux. Ce sont des pays pauvres avec de graves problèmes internes. Le monde devient certainement plus divers, mais malgré le déclin étatsunien on ne voit aucun compétiteur capable de prendre le pouvoir hégémonique global.

Jetons un coup d'œil sur l'histoire récente. Lors la Deuxième Guerre mondiale, les planificateurs étatsuniens avaient prévu qu'à la fin de la guerre les États-Unis allaient se trouver dans une position dominante. Les archives montrent, comme le signale l'historien spécialiste de la diplomatie Geoffrey Warner, que « le Président Roosevelt avait comme objectif, pour l'après-guerre, l'hégémonie étatsunienne sur le monde entier ». Des plans avaient été préparés pour prendre le contrôle de ce qui était appelé la *Grand Area* [Grande zone], laquelle incluait l'ensemble de l'hémisphère occidental, l'Extrême-Orient, l'ex-empire britannique, y compris les très importantes réserves pétrolières du Moyen-Orient, la plus grande partie possible de l'Europe, en tout cas au minimum les principales régions industrielles des pays d'Europe occidentale. Les pays d'Europe du Sud étaient également considérés importants parce qu'ils permettaient le contrôle des réserves énergétiques du Moyen-Orient. Dans tous ces immenses espaces les États-Unis devaient maintenir « un pouvoir sans partage » basé sur « une suprématie militaire et économique », avec « une limitation à tout exercice de la souveraineté » de la part des États qui pourraient interférer dans les plans étatsuniens. Bien que les États-Unis perdent en puissance, ces conceptions sont encore celles qui prévalent.

Ces plans remontant à la Deuxième Guerre mondiale, très vite mis en œuvre, n'étaient pas irréalistes. Les États-Unis étaient alors déjà depuis longtemps le pays le plus riche du monde. La guerre avait mis un terme à la dépression et avait quadruplé la capacité industrielle du pays, cependant que les rivaux étaient détruits. À la fin de la guerre les États-Unis avaient la moitié de la richesse mondiale et disposaient d'une sécurité sans équivalent. Chaque région de la *Grand Area* se voyait attribuer une « fonction » dans le système global. La « Guerre froide » c'était en gros la volonté de la part des superpuissances de préserver l'ordre dans leur espace respectif.

Pour l'URSS : l'Europe de l'Est ; pour les États-Unis : quasiment le monde entier. En 1949, la *Grand Area* a commencé à être sérieusement rongée avec la « perte de la Chine », comme on dit généralement. Cette expression est intéressante : on ne peut « perdre » que ce que l'on possède. Peu après, l'Asie du sud-est commençait à échapper au contrôle, ce qui a provoqué les horribles guerres états-uniennes et les terribles massacres de 1965 en Indonésie ; la domination étatsunienne a été rétablie. En même temps la subversion et la violence massive se poursuivaient ailleurs dans le but de maintenir ce qu'on appelle la « stabilité », ce qui signifie l'acceptation des décisions étatsuniennes.

Or, le monde industriel se reconstruisant et la décolonisation progressant laborieusement, le déclin était inévitable : en 1970 la part des États-Unis dans la richesse mondiale avait baissé à 25%, encore énorme mais nettement diminuée. Le monde industriel devenait « tripolaire », avec ses centres aux États-Unis et en Europe ; l'Asie à savoir alors principalement le Japon devenant déjà la région la plus dynamique.

Vingt ans plus tard l'URSS s'est écroulée. La réaction de Washington révèle ce qu'était la réalité de la Guerre froide : le gouvernement de Bush I a immédiatement déclaré que les politiques resteraient globalement inchangées, même si les prétextes devaient être modifiés. L'immense appareil militaire serait maintenu, non pas pour se défendre contre les Russes, mais pour faire face à la « sophistication technologique » de certaines puissances du tiers monde. De la

même façon, argumentaient-ils, il serait nécessaire de maintenir « les bases de l'industrie de défense », un euphémisme pour l'industrie de pointe, très dépendante des politiques du gouvernement et de ses subventions. Les forces d'intervention devaient encore être préparées pour le Moyen-Orient, où les problèmes sérieux « ne pouvaient pas être laissés à la merci du Kremlin », dévoilant un demi-siècle de mensonge. On concédait en douce que les problèmes avaient toujours été « le nationalisme radical », c'est-à-dire les tentatives par certains pays de suivre une voie indépendante en contradiction avec les principes de la *Grand Area*. Ces fondements de la politique n'ont pas été modifiés. Le gouvernement Clinton a déclaré que les États-Unis avaient le droit d'employer la force unilatéralement pour garantir « l'accès sans entrave aux marchés les plus importants, aux richesses énergétiques, et aux ressources stratégiques ». Il a également indiqué que les forces militaires doivent être déployées en Europe et en Asie « pour gagner les faveurs des opinions », non par la douce persuasion mais par « des actions qui auront des incidences sur notre mode de vie et notre sécurité ». Au lieu d'être réduite, voire éliminée, comme on aurait pu s'y attendre si on s'en tenait à la propagande, l'OTAN a été déployée plus à l'est en Europe, en violation des assurances qui avaient été données verbalement à Mikhaïl Gorbatchev quand il avait accepté que l'Allemagne réunifiée rejoigne l'OTAN.

Aujourd'hui l'OTAN est devenue une force d'intervention globale, sous commandement états-unien, dont le rôle officiel est de contrôler le système énergétique international, les voies maritimes, les oléoducs, et tout ce qui peut être décidé par le pouvoir hégémonique.

Il y a bien eu une période d'euphorie à la suite de la chute de la superpuissance adverse, avec des histoires exaltées quant à « la fin de l'histoire » et des marques enthousiastes d'admiration pour la politique internationale de Clinton. Des intellectuels de premier plan ont signalé l'avènement d'une « phase de noblesse » avec « une lumière de sainteté », évoquant un pays, pour la première fois dans l'histoire, guidé par « l'altruisme » et agissant sur la base de « principes et de valeurs ». Rien ne devait entraver le cheminement du « nouveau monde idéaliste résolu à en finir avec l'inhumanité ». Le principe international de l'intervention humanitaire allait enfin pouvoir s'imposer.

Pas tout le monde n'était si joyeux. Les traditionnelles victimes, le Sud globalisé, ont froidement condamné le « soi-disant "droit" d'intervention humanitaire », l'identifiant au vieux « droit » à la domination impérialiste. Des voix plus sereines de l'élite politique états-unienne pouvaient percevoir que du point de vue de la plupart des pays du monde les États-Unis étaient en train de « devenir la superpuissance voyou », considérée comme « la seule menace extérieure » — il était clair que « le principal rogue state [État voyou] aujourd'hui c'est les États-Unis ». Lorsque Bush II est entré en fonction l'opinion publique mondiale, de plus en plus hostile, ne pouvait plus être ignorée. Notamment dans le monde arabe, les opinions favorables pour Bush ont chuté. Obama a réussi l'exploit de parvenir encore plus bas, sous les 5% en Égypte et guère plus au-dessus dans le reste de la région.

Cependant le déclin se poursuit. Cette dernière décennie, l'Amérique du Sud a été « perdue ». La « menace » de la perte de l'Amérique du Sud existait depuis plusieurs décennies. Alors que le gouvernement Nixon planifiait la destruction de la démocratie chilienne et l'installation de la dictature de Pinochet — le Conseil national de sécurité alertait sur le fait que si les États-Unis ne pouvaient pas contrôler l'Amérique latine ils ne pouvaient pas prétendre « atteindre à leurs objectifs dans le reste du monde ».

Mais ce qui serait beaucoup plus inquiétant ce serait des initiatives allant vers davantage d'indépendance au Moyen-Orient. Les planificateurs de l'après-Deuxième Guerre mondiale établissaient que le contrôle des incomparables réserves énergétiques du Moyen-Orient signifierait « un contrôle substantiel du monde », selon les termes du conseiller de Roosevelt Adolf A. Berle. Logiquement la perte de contrôle menacerait le projet de domination globale qui a été clairement exposé durant la Deuxième Guerre mondiale et qui a été maintenu depuis quels que fussent les changements dans le monde.

Un autre danger pour l'hégémonie états-unienne c'était l'éventualité d'avancées significatives vers la démocratie.

L'éditeur exécutif du New York Times Bill Keller mentionne, c'est émouvant, « le désir de Washington de se joindre aux aspirations démocratiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ». Mais de récents sondages montrent trop bien qu'une démocratie réelle, là où l'opinion pèse sur la politique, serait désastreuse pour Washington. Sans surprise, après le renversement de Moubarak les premières initiatives de l'Égypte en politique étrangère ont été fortement critiquées par les États-Unis et leur client israélien.

Bien que les politiques états-uniennes sur le long terme demeurent inchangées, non sans quelques ajustements tactiques, sous Obama il y a bien eu quelques changements notables. L'analyste militaire Yochi Dreazen signale dans *The Atlantic* que la politique de Bush était de capturer (et de torturer) les suspects, alors qu'Obama les assassine simplement. Le recours aux armes de terreur (les drones) augmente, tout comme l'emploi des forces spéciales, souvent des commandos qui commettent des assassinats. Les forces spéciales sont en mesure d'opérer dans cent vingt pays. Maintenant aussi importantes que toute l'armée canadienne, ces forces spéciales forment de fait une armée privée à la disposition du président, problème exposé en détail par le journaliste Nick Turse sur le site *Tomdispatch*. L'équipe qu'Obama a envoyée pour assassiner Osama ben Laden a peut-être déjà effectué une douzaine d'opérations similaires au Pakistan.

Ces événements, comme tant d'autres, montrent que si l'hégémonie étatsunienne est en recul les desseins restent les mêmes.

Un autre point dont on parle assez souvent, au moins parmi ceux qui veulent bien voir les choses telles qu'elles sont, c'est le fait que le déclin états-unien est pour une bonne part le résultat de la politique même des États-Unis. L'opéra comique à Washington cet été, qui a dégoûté le pays (il existe une majorité qui pense que le Congrès devrait tout simplement être dispersé) et indigné le monde, n'a guère de précédent dans les annales de la démocratie parlementaire. Le spectacle finit même par faire peur aux mécènes du spectacle. Les grandes entreprises s'inquiètent maintenant de voir que les extrémistes qu'ils ont contribué à mettre au Congrès pourraient choisir de faire tomber l'édifice sur lequel reposent leurs privilèges et leurs richesses, ainsi que le puissant État providence qui est à leur service.

L'éminent philosophe étatsunien John Dewey avait un jour décrit la politique comme « le jeu d'ombres offert à la société par le big business », précisant que « la réduction de l'ombre ne changerait rien sur le fond ». Depuis les années 1970, l'ombre est devenue un nuage noir qui enveloppe la société et le système politique. Le pouvoir des grandes entreprises, principalement le capital financier aujourd'hui, est tel que les deux organisations politiques, qui ne ressemblent plus guère à des partis traditionnels, sont beaucoup plus à droite que la population sur les questions les plus importantes.

Les gens considèrent que le thème le plus préoccupant c'est la grave crise provoquée par le chômage. Dans les circonstances actuelles, des actions gouvernementales pourraient être engagées et des stimulations économiques pourraient être décidées pour faire face ce problème, bien au-delà des mesures qui viennent d'être prises et qui compensent à peine la baisse des dépenses des administrations locales. Au demeurant cette initiative a probablement sauvé des millions d'emplois. Pour les institutions financières la première inquiétude c'est le déficit. Donc on ne discute que du déficit. Pour lutter contre le déficit une grande majorité de la population est favorable à la taxation des très riches : 72% y sont favorables, 21% s'y opposent. Une grande majorité de la population s'oppose aux coupes dans les programmes de santé (69% dans le cas de Medicaid, 79% dans le cas de Medicare). Ce qui sera décidé c'est donc probablement le contraire.

Steven Kull a dirigé une étude sur les politiques à mener pour lutter contre le déficit. On peut lire : « Il est clair que le gouvernement et la Chambre des représentants (dirigée par les républicains) sont à l'opposé des valeurs et des priorités de la population sur le thème du budget : la plus grande différence c'est la question des dépenses, la population est favorable à de grandes économies dans les budgets militaires, alors que le gouvernement et la

Chambre proposent de petites augmentations... La population est plus favorable que le gouvernement et la Chambre à l'augmentation des budgets pour la formation professionnelle, l'éducation et la lutte contre la pollution. »

Les coûts des guerres de Bush et Obama en Irak et en Afghanistan sont maintenant estimés aux alentours de 4 400 milliards de dollars — une grande victoire pour Osama ben Laden, dont l'objectif déclaré était de mener les États-Unis à la faillite en les attirant dans un piège. Le budget militaire de 2011 — presque équivalent à celui du reste du monde réuni — est en termes réels le plus élevé depuis la Deuxième Guerre mondiale, et il devrait croître encore davantage. La crise du déficit est dans une bonne mesure conçue comme une arme pour détruire les tant abhorrés programmes sociaux qui permettent à de nombreuses familles de s'en sortir.

Le commentateur économique Martin Wolf du *Financial Times* de Londres écrit : « Il est faux de dire que la situation fiscale des États-Unis est alarmante... Les États-Unis peuvent emprunter sur des bases avantageuses, avec des taux à environ 3% sur dix ans, comme les rares personnes qui n'ont pas été emportées par l'hystérie l'avaient prédit. Le défi pour le budget c'est sur le long terme, non dans l'immédiat. » Significativement il ajoute : « Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette politique fiscale c'est que les revenus ne devraient représenter que 14,4% du PIB en 2011, beaucoup moins que dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, la moyenne étant alors de près de 18%. Les impôts sur les revenus ne représenteront que 14,4% du PIB pour 2011.

Une personne qui n'est pas états-unienne ne peut pas comprendre ce qui provoque cette crise : en 1988, à la fin de la période Reagan, ils représentaient 18,2%. Les impôts sur les revenus doivent croître substantiellement pour combler le déficit. » Extraordinaire effectivement, mais ce qui compte, dans cette démocratie en perte de vitesse, c'est ce que veulent les institutions financières et les gens riches.

Bien que la crise du déficit soit fabriquée comme un instrument au service d'une terrible lutte de classes, la crise de la dette sur le long terme est bien réelle, comme c'est le cas depuis la politique fiscale irresponsable de Ronald Reagan, qui avait fait passer les États-Unis de la position de premier bailleur de fonds au monde à celle de pays le plus endetté, multipliant par trois la dette nationale et multipliant les attaques contre l'économie. George W. Bush a porté des coups encore plus grave à l'économie. Mais pour l'heure c'est le chômage qui représente la crise la plus inquiétante.

Le « compromis » final sur la crise — plus exactement la capitulation totale devant l'extrême droite — est exactement à l'opposé de ce que l'opinion préfère, et il est presque sûr qu'il va conduire à une baisse de la croissance et à une aggravation de la situation pour tous, sauf pour les riches et les grandes entreprises qui font des profits records. Rares sont les économistes sérieux qui seraient en désaccord avec l'économiste de Harvard Lawrence Summers quand il dit : « Le problème actuel des États-Unis c'est plus le chômage et la baisse de la croissance qu'un déficit budgétaire trop important ». Il dit aussi que l'accord obtenu en août, bien que préférable à un *default* [défaut de paiement], devrait probablement causer du tort à l'économie.

On ne discute même pas du fait que le déficit serait éliminé si le système de couverture pour la santé, privé et déséquilibré, était remplacé par un système similaire à ceux des autres sociétés industrielles, qui ont des coûts moitié moindre et des services au moins aussi bons. Les institutions financières et l'industrie pharmaceutique sont beaucoup trop puissantes pour que de telles éventualités soient même soumises à considération. L'idée n'aurait pourtant rien d'utopique. D'autres choix économiques sont de la même façon exclus du débat, comme les taxations sur les petites transactions financières.

Pendant ce temps-là on fait encore plus de cadeaux à Wall Street. Le comité des appropriations de la Chambre des représentants a baissé le budget de la commission sécurité et échange, la première instance qui lutte contre la fraude financière. L'agence de protection du consommateur ne devrait pas survivre. Le Congrès brandit de nouvelles armes dans sa bataille contre les générations futures. Les républicains refusent d'agir sur la question environnementale, « une grande institution états-unienne s'abandonne tous les efforts qui sont faits dans le pays pour contrôler les émissions de dioxyde de carbone d'une centrale au charbon, portant un coup à la lutte contre le

réchauffement global », souligne le *New York Times*.

Ce comportement auto-destructeur, bien que de plus en plus grave, n'a rien de nouveau. Cela remonte aux années 1970, lorsque les choix économiques ont provoqué des changements profonds, mettant un terme à ce qui était appelé « l'âge d'or » du capitalisme (d'État). La financiarisation et la délocalisation de la production en furent les caractéristiques principales, les deux étant liées à la baisse des profits dans la manufacture et au démantèlement des accords de Bretton Wood de l'après-guerre qui garantissaient les contrôles du capitalisme et la régulation des devises. Le triomphe idéologique des « doctrines de libre-marché », hautement sélectives comme toujours, avait aussi aggravé la situation, parce que cela accentuait la dérégulation et donc le règne des grandes entreprises qui voyaient les PDG récompensés par d'énormes profits sur le court terme. Les autres décisions politiques étaient du même ordre. La concentration de la richesse se traduit en davantage de pouvoir politique, ce qui accentué le cercle vicieux qui a donné une richesse extraordinaire pour 0,1% de la population, principalement les PDG des grandes entreprises, les porteurs de fonds spéculatifs, etc., alors que pour l'immense majorité les revenus réels ont quasiment stagné.

Parallèlement, le coût des élections atteint des sommes astronomiques, les grandes entreprises ont donc les deux partis dans leur poche. Ce qu'il reste de démocratie politique a été miné quand les deux partis se sont transformés en agence de vente des sièges du Congrès. L'économiste Thomas Ferguson observe que, « cas unique parmi les parlements des pays développés, les partis du Congrès étatsunien fixent les prix sur les questions principales dans le processus législatif ». Les législateurs qui ont les sièges financent le parti, cela les oblige à devenir des serviteurs du capital privé, au-delà de ce qui est habituel. Le résultat, continue Ferguson, c'est que les débats « reposent fortement sur la répétition de quelques slogans qui plaisent aux investisseurs et aux groupes d'intérêts dont dépendent les politiciens de premier rang ».

L'après-âge d'or représente un cauchemar qui avait été prévu par les économistes classiques, Adam Smith et David Ricardo. Les deux admettaient que si les marchands et fabricants britanniques investissaient à l'extérieur et s'appuyaient sur les importations, ils en tireraient des profits, mais l'Angleterre en subirait les conséquences. Les deux espéraient que ces conséquences seraient évitées par des corrections internes, par la préférence accordée aux affaires dans le pays d'origine pour le voir croître et se développer. Ricardo pensait que grâce à ces corrections la plupart des hommes d'affaire se satisferaient d'un taux de profit modeste dans leur propre pays plutôt que de rechercher des bas salaires pour s'enrichir dans des pays étrangers.

Ces trente dernières années, les « maîtres du genre humain », comme Smith les appelait, ont abandonné tout intérêt pour le bien-être de leur propre société, préférant se concentrer sur les profits à court terme pour tirer d'énormes bénéfices, indifférents à la situation de leur pays à€" tout au moins tant que l'État providence reste intact pour servir leurs intérêts.

Une belle illustration de tout cela est apparue en une du *New York Times* le 4 août 2011. Deux articles sont parus côte à côte. L'un relate la fougue des républicains pour s'opposer à toute proposition « qui impliquerait des hausses de revenus » à€" un euphémisme pour dire les impôts pour les riches. L'autre est titré « Même avec des prix majorés, les produits de luxe se vendent très bien ». Le prétexte pour ramener à des niveaux ridiculement bas les impôts des riches et des grandes entreprises c'est que cela les aiderait à investir et donc à créer des emplois à€" ce qu'il ne peuvent pas faire maintenant alors que leurs porte-monnaie débordent de profits records.

La situation actuelle est décrite avec justesse dans une brochure pour les investisseurs produite par le géant bancaire Citigroup.

Les analystes de la banque décrivent une société globale qui se divise en deux blocs : la plutonomie [les riches qui décident de tout] et les autres. Dans un tel monde, la croissance est aiguillonnée par les quelques riches, et elle est largement consommée par eux-mêmes. Puis il y a les

« non-riches », la grande majorité, maintenant parfois appelés le précariat global, la force de travail qui vit une existence précaire. Aux États-Unis ils subissent une « insécurité du travail » de plus en plus forte, la base d'une économie en bonne santé, comme le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan l'expliquait au Congrès, félicité pour ses résultats dans la gestion économique. C'est le réel changement de pouvoir dans la société globale.

Les analystes de Citigroup conseillent aux investisseurs de se concentrer sur les très riches, là où les choses se jouent. La réserve de fonds de la plutonomie, la « Plutonomy Stock Basket » comme ils l'appellent, dépasse de loin les chiffres des marchés développés après 1985, lorsque ont commencé les politiques économiques de l'ère Reagan-Thatcher qui visaient à enrichir les très riches.

Les nouvelles institutions de l'après-âge d'or, qui sont les principales responsables du krach de 2007, ont acquis un extraordinaire pouvoir économique ; elles ont multiplié par trois leur part dans les profits des grandes entreprises. Après le krach certains économistes ont commencé à réfléchir à leur fonction en termes purement économiques. Le prix Nobel d'économie Robert Solow arrive à la conclusion que leur impact global est probablement négatif : « Les succès apportent très peu, ou peut-être rien du tout, à l'efficacité de l'économie réelle, alors que les désastres font passer la richesse des contribuables aux maîtres de la finance ».

En détruisant ce qu'il reste de démocratie politique, ils préparent le terrain pour que se poursuive ce fatal processus à€" tant que les victimes accepteront de souffrir en silence.

Post-scriptum :

10 janvier 2012

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article124148>

Source : <http://www.zcommunications.org/the-...>

Traduction : Numancia Martínez Poggi